

## À Paris, petit rassemblement pour grosse colère climatique

PAR MATHILDE GOANEC  
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 6 NOVEMBRE 2021

Dans la capitale, le rassemblement, auquel se sont joints les candidats Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon, a tenté d'être une chambre d'écho pour dénoncer «l'hypocrisie» des dirigeants réunis à Glasgow pour la COP26.

**Paris.**— Sur la tribune, au pied de l'hôtel de ville parisien, les organisateurs et organisatrices appellent à se « lâcher », en huant les noms des dix dirigeants accusés d'hypocrisie manifeste et d'inaction climatique. Emmanuel Macron, Jair Bolsonaro, Xi Jinping, Boris Johnson ou encore Narendra Modi sont conspués pour avoir laissé le climat se dégrader depuis leur arrivée au pouvoir. Leurs portraits géants sur fond de planète en flammes s'étalent sur le sol de l'esplanade, derrière une banderole au message explicite: «*Inactifs à la COP26, mourant-e-s en 2050*».

L'action parisienne, à l'appel de plus d'une centaine d'organisations dans le cadre d'une marche mondiale pour le climat, n'a pourtant rien d'une démonstration de force. La capitale concurrence à peine, en nombre, les marches ou points fixes **organisés ailleurs en France**. Glasgow, en Écosse, où se tient actuellement le sommet international COP26, reste l'épicentre de la mobilisation. Des dizaines de milliers de personnes y ont défilé **vendredi** et **samedi**.



À Paris, lors du rassemblement le 6 novembre 2021, à l'occasion de la COP26. © MG

À Paris, le climatologue Jean-Baptiste Sallée, membre du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), prêche donc au micro à des ultraconvaincus : «*Nous allons, à l'horizon 2100, faire*

*face à un monde nouveau, qui ne ressemblera en rien au climat que connaissait nos parents. Cela fait 30 ans que nous le disons et rien ne change.*»

Les exemples concrets sont légion et énumérés à la tribune : Roland Sjabere, chef coutumier guyanais, rappelle l'implantation dans le village de Prospérité de la **première centrale électrique à l'hydrogène**, «verte» selon les autorités françaises. «*Elle menace notre vie, l'environnement et la biodiversité.*» Eliete Paraguassu, pêcheuse de coquillages au Brésil, décrit également le combat de ses congénères contre les «*multinationales qui déversent leurs déchets toxiques dans l'eau de la baie de Bahia*», et les multiples menaces, notamment judiciaires, qu'entraîne une quelconque résistance.



Eliete Paraguassu, pêcheuse de coquillages au Brésil, invitée du rassemblement parisien, le 6 novembre 2021, à l'occasion de la COP26. © MG

Jean-François Julliard, directeur de Greenpeace France, l'affirme : «*Arrêtons de demander poliment, exigeons le changement.*» Auprès de qui, puisque les politiques au pouvoir dans les pays les plus puissants du monde semblent assez déterminés à ne pas entendre ? «*Protester ici, actionner le levier juridique avec, par exemple, L'affaire du siècle, créer des plateformes communes avec les syndicats: tout cela sert à bousculer nos responsables politiques* », veut croire l'activiste, interrogé par Mediapart.

Par le vote aussi ? «*Oui, nous essayons de convaincre les jeunes qui sont là aujourd'hui que même si la démocratie est très imparfaite, ne pas participer aux élections laisse la voie libre à ceux qui agissent contre le climat*», poursuit Jean-François Julliard.

Certains candidats à la présidentielle sont d'ailleurs présents au rassemblement parisien, comme Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon. Le candidat d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) a critiqué un président

français «faible face au lobby du pétrole» et inconsistant sur les enjeux climatiques. L'une de ses porte-parole, l'élue écologiste d'Ivry-sur-Seine Sabrina Sebaihi, insiste : «Bien sûr, les jeunes et les militants historiques peuvent s'inquiéter de l'aveuglement des dirigeants politiques, puisque nous voyons tous et toutes le changement à l'œil nu. À nous de convaincre nos concitoyens de faire le lien avec l'élection à venir.»

Jean-Luc Mélenchon, questionné par Mediapart, s'est lui réjoui que les jeunes, nombreux dans le rassemblement du jour, «aient tout compris» à l'enjeu climatique. «Pour le moment, ils supportent, mais à un moment, ils vont tout bazarder, met quand même en garde le candidat insoumis. Le changement climatique, lui, il se fiche bien de savoir qui va gagner la présidentielle, il va continuer à avancer vers la catastrophe. Donc les gouvernements seront forcés de prendre de vraies mesures contraignantes. Moi je dis aux gens: "Votez pour moi, vous gagnerez du temps." Car si je suis élu, je n'ai rien à perdre, et mon programme, contrairement aux autres, je l'appliquerai.»



Jean-Luc Mélenchon, à Paris, le 6 novembre 2021, à l'occasion du rassemblement pour le climat. © MG

Dans la petite foule, l'écart reste cependant palpable entre la génération climat et l'écologie politique (comme le raconte Mathieu Dejean dans ce papier). «Bien sûr que nous sommes partagées, répond Louise, 23 ans, étudiante à AgroParisTech qui lutte activement

contre la privatisation du domaine de Grignon dans les Yvelines, un projet jugé climaticide (voir à ce sujet l'enquête d'Amélie Poinssot). D'un côté, je vois bien que c'est justement notre système électoral qui empêche de changer profondément les choses, et en même temps, on a quand même envie d'éviter le pire, en attendant mieux.»

Stratégiquement et au-delà des urnes, «l'élection présidentielle compte», constate aussi son amie Manon, du même âge. «Le contexte politique actuel nous fait gagner du temps pour nos mobilisations concrètes et locales. On croit par exemple que Macron n'a aucune envie qu'une ZAD tenue par de gentils ingénieurs s'installe près de Paris, à quelques mois d'un scrutin.»

Militant d'Extinction Rebellion (XR), Aksyy, 20 ans, croit complètement «contreproductif» d'appeler à voter pour qui que ce soit, bien qu'un certain nombre d'activistes du mouvement soient proches des partis de gauche ou investis dedans. «Disons qu'à titre personnel, je ne pense pas qu'il faille attendre une ou un sauveur, puisque ce système est à bout. Mais s'activer en parallèle, oui.» XR prévoit d'ailleurs une «grosse vague de rébellion autour du mois d'avril» 2022 et compte donc bien se servir du calendrier présidentiel «pour mettre la pression».

Multiplier les feux, pour des résultats souvent maigrichons et sans toujours l'espoir d'un débouché politique: il y aurait de quoi se décourager. La militante d'expérience Catherine Voyer, du CCFD-Terres solidaires, se mobilise depuis de longues années pour le climat et en faveur des populations des pays du sud, en première ligne face au changement. «Depuis la COP21, on a obtenu de l'Assemblée nationale française une loi sur le devoir de vigilance des grandes entreprises, donc il y a des victoires quand même ! Ce serait à nous, vieux militants, de désespérer, les jeunes, eux, peuvent encore y croire!» Ce qui demande, concède Catherine Voyer, «d'avoir la foi et, c'est vrai, pas mal de patience».

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.